

Dialogue politique au Burkina Faso : Majorité et opposition veulent s'accorder les violons

Page 17

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du samedi 19 juin 2021

7 jrs/7

N°1655 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

Décès de l'ancien président Kenneth Kaunda : Retour sur le parcours politique du père de la nation zambienne

Page 18



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Centrafrique : Les mercenaires russes accusés d'atrocités sur les civils pour le contrôle des ressources minières

Page 14

L'ONU appelle à des scrutins libres et équitables sans les putschistes au Mali

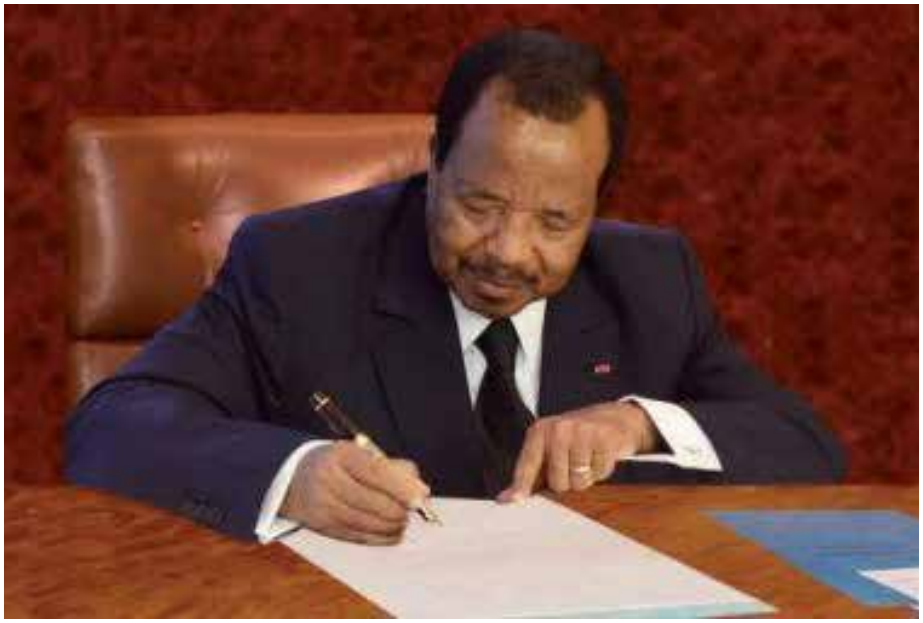
Page 7



CAMEROUN

La Banque mondiale accorde un nouveau prêt de 54 milliards de FCFA au Cameroun pour la relance de l'activité économique

Le chef de l'État camerounais, Paul Biya, a signé un décret habilitant le ministre de l'Économie, Alamine Ousmane Mey, à signer un accord de crédit d'un montant de 54,1 milliards de FCFA avec l'Association internationale de développement (IDA), l'un des guichets de la Banque mondiale, a informé l'agence Ecofin.



"Le Cameroun est en quête de financements pour relancer son activité économique"

Fragilisé par les crises pétrolière et sanitaire de covid-19, ainsi qu'une situation sécuritaire préoccupante, le Cameroun est en quête de financements pour relancer l'activité économique. Mais le spectre des milliards FCFA d'emprunts précédents non décaissés plane sur les nouveaux accords de prêts, a indiqué notre source.

Ce nouvel emprunt va contribuer à augmenter l'encours de la dette du Cameroun, auprès de la Banque mondiale, bailleur de fonds qui est déjà le plus gros pourvoyeur de financements dans ce pays, au niveau multilatéral. En effet, selon la Caisse autonome d'amortissement (CAA), gérant de la dette publique du pays, cité par Ecofin, l'encours global de la dette extérieure du Cameroun à fin mars 2021 «se compose principalement de 37,5% de dette contractée auprès des guichets IDA et BIRD de la Banque mondiale [contre 30% de dette contractée auprès de la BAD, Ndlr], soit 1 054,9 milliards FCFA».

Ce nouvel emprunt va contribuer à augmenter l'encours de la dette du Cameroun auprès de la Banque mondiale

L'emprunt que se prépare à

La suite à la page 3

AFRIQUE DU SUD

La suite de la page 2

contracter le Cameroun remet au goût du jour le problème du décaissement des fonds mis à disposition par les bailleurs de fonds, a souligné Investir au Cameroun, selon notre source. En effet, alors que le pays a grand besoin de financements et enchaîne des accords de prêts, plusieurs milliards de francs CFA, pourtant dûment mis à la disposition du Cameroun, tardent généralement à être décaissés, alors que pour plusieurs de ces crédits, les intérêts commencent généralement à courir.

Selon la CAA, la Banque mondiale est d'ailleurs l'institution qui détient la plus grosse enveloppe de ces emprunts qui tardent à être décaissés, appelés techniquement «SEND» (soldes engagés non décaissés). En effet, selon toujours Ecofin, la CAA a révélé dans son rapport sur la dette publique du Cameroun à fin mars 2021, que «les SEND extérieurs (hors appuis budgétaires) sont estimés à 3 163,6 milliards FCFA. Ils seront tirés à hauteur de 53,5% des conventions de financement signées avec les bailleurs de fonds multilatéraux, dont 651,7 milliards FCFA à décaisser auprès de la Banque mondiale à travers ses guichets IDA et BIRD, soit 37,1% des SEND multilatéraux».

Leylatou TIENDREBEOGO

Les corps de 20 mineurs présumés illégaux retrouvés près d'une mine d'or abandonnée



Les mineurs de diamants illégaux sont connus en Afrique du Sud sous le nom de « zama-zamas »

La police sud-africaine a découvert mercredi , les corps de 20 mineurs présumés illégaux près d'un puits de mine d'or abandonné au sud-ouest de Johannesburg.

La police a déclaré dans un communiqué qu'elle enquêtait sur la cause des décès, ajoutant que les corps des hommes «avaient été retrouvés emballés dans des sacs en plastique blancs» et portaient de «graves brûlures corporelles». «Tous les défunts sont soupçonnés d›être des mineurs illégaux communément appelés» zama zamas « opérant dans des puits obsolètes dans les Orcades et Stilfontein», à un peu moins de 200 km (125 miles) au sud-ouest de Johannesburg, a indiqué la police dans le communiqué. Des milliers de « zama zamas » qui signifient « ceux qui tentent leur chance » en langue zoulou opèrent dans le pays, selon la Commission sud-africaine des droits de l'homme (SAHRC). La plupart se trouvent à Johannesburg, la capitale commerciale de l'Afrique du Sud, qui est construite sur certains des gisements d'or les plus riches

La suite à la page 4

AFRIQUE DU SUD

La suite de la page 3



Dans l'exploitation minière informelle ,certains mineurs peuvent passer jusqu'à six mois sous terre.

du monde. Les cinq premiers corps ont été découverts lundi et 15 autres mardi, a indiqué mercredi à l'AFP le porte-parole de la police, le brigadier Sabata Mokgwabone. Le premier groupe a été retrouvé à l›extérieur d›un puits de mine désaffecté, ont rapporté les médias locaux. Quatorze autres corps décomposés ont été retrouvés le long d›Ariston Road près de la voie ferrée», a déclaré le porte-parole de la police, le brigadier Sabata Mokgwabone, au journal Sunday Times .

En Afrique du Sud, la plupart des activités minières illégales sont gérées par des syndicats du crime. Un rapport de 2018 de la Global Initiative Against Transnational Organized Crime a estimé que cela coûte à l'Afrique du Sud plus de 753 millions de livres sterling par an . La pratique est extrêmement dangereuse, avec le risque de blessures et de décès dus aux explosifs, à l'inhalation de vapeurs toxiques, à l'effondrement de puits de mine et à la violence des gangs .Entre 2012 et 2015, on estime que plus de 300 mineurs travaillant de manière informelle dans des mines illégales sont décédés. Il y a 6 000 « abandonnés et sans propriétaire » gérés par le ministère sud-africain des ressources minérales, ont rapporté les médias locaux .L'exploitation minière informelle ne se limite pas aux mines abandonnées. En 2009, au moins 82 hommes considérés comme des mineurs illégaux sont morts après un incendie souterrain dans une mine en activité appartenant à Harmony Gold.

K.Fiakofi

L'Ouganda enregistre plus de 10 000 cas de Covid-19 en 10 jours

Les statistiques du ministère de la Santé en Ouganda pour la période du 3 au 12 juin indiquent que 10 491 cas ont été signalés, par rapport aux 10 jours précédents 24 mai -2 juin, où seulement 4 757 cas ont été signalés.

Les données indiquent que sur les 65 décès enregistrés à travers le pays au cours des 20 derniers jours du 24 mai au 12 juin, 90 % sont survenus au cours des 10 derniers jours. Le nombre total de décès dus à Covid-19 en Ouganda est de 423, avec 15 nouveaux décès signalés le 12 juin seulement. Le nombre cumulé de cas de Covid-19 en Ouganda s'élève désormais à 60 250.

Confinement

Cette augmentation survient quelques jours après que le président Yoweri Museveni a rétabli le verrouillage, fermant

La suite à la page 5

COVID-19

La suite de la page 4



Jusqu'à 69% des 15 248 nouveaux cas de Covid-19 détectés en Ouganda ont été signalés dans les 10 jours entre le 3 et le 12 juin 2021.



Les autorités sanitaires ougandaises multiplient les efforts de lutte face à l'augmentation des cas de Civd-19.

les écoles, interdisant les déplacements interdistricts et les rassemblements publics, entre autres, pendant 42 jours. Selon les autorités ,le nouveau verrouillage vise à freiner la recrudescence des infections et des décès. Dr Moses Muwanga, directeur de l'hôpital Entebbe Grade B, l'un des principaux centres de traitement Covid-19 du pays, a déclaré dimanche au Daily Monitor que l'hôpital était plein à craquer de patients Covid-19.« Nous avons environ 130 patients Covid-19 à l'hôpital. Les lits sont pleins. Nous avons un mélange de jeunes et de vieux qui sont très malades », a-t-il déclaré sans donner de détails. Selon le ministère de la Santé, plus de 788 patients Covid-19 atteints d'une maladie modérée et sévère sont actuellement admis dans les hôpitaux. 11 302 autres patients Covid-19 sont traités à domicile.

Personnels de santé débordés

Le Dr Richard Idro, président de l'Association médicale ougandaise, a déclaré à Nation Africa que les agents de santé étaient débordés et que le pays se dirigeait vers une crise d'oxygène comme cela s'est produit lors de la flambée de Covid-19. La plupart des hôpitaux de référence régionaux et l'hôpital national de référence de Mulago disposent d'usines d'oxygène et produisent de l'oxygène médical. Il existe également des établissements privés qui soutiennent le gouvernement avec de l'oxygène, selon le ministère de la Santé. « L'approvisionnement en oxygène est là, mais il est faible par rapport au nombre de patients gravement malades de Covid-19 et nous craignons que les hôpitaux et les agents de santé ne soient débordés », a déclaré le Dr Idro.« S'il vous plaît, restez à la maison, protégez-vous et lavez-vous les mains. Mangez bien, dormez suffisamment et bronzez, surtout en milieu de matinée, pour obtenir de la vitamine D afin de renforcer votre immunité », a conseillé le président d'Uma.

K.Fiakofi

ETHIOPIE

33.000 enfants sont en danger de mort imminent dans le Tigré, alerte l'ONU

Des dizaines de milliers d'enfants souffrant de malnutrition risquent de mourir dans la région éthiopienne du Tigré où plusieurs personnes sont en proie à la famine, ont alerté des agences des Nations Unies.



Des enfants souffrant de malnutrition au Tigré

Au moins 33.000 enfants vivant dans des régions inaccessibles du Tigré, en Éthiopie, souffrent de malnutrition sévère et risquent de mourir s'ils ne reçoivent pas une aide immédiate. C'est le cri d'alarme lancé par l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Dans un communiqué rapporté par Allafrica, Henrietta Fore, Directrice exécutive de l'UNICEF a indiqué que ces enfants font partie des plus de 2,2 millions d'habitants du nord de l'Éthiopie qui souffrent d'une insécurité alimentaire aiguë, dont au moins 140.000 au Tigré qui sont déjà confrontés à des conditions proches de la famine.

Pour aggraver les choses, la crise de la malnutrition dans la région a coïncidé avec des dommages importants aux systèmes et services essentiels dont dépendent les enfants pour leur survie. Des équipes mobiles de santé et de nutrition ont été attaquées et harcelées, des installations sanitaires ont été pillées ou endommagées et la capacité de vaccination essentielle s'est arrêtée, de nombreux agents de santé n'ont pas repris le travail, indique le communiqué précisant que la destruction des infrastructures hydrauliques a entraîné une pénurie extrême d'eau potable.

Selon l'UNICEF la situation catastrophique pourrait encore se détériorer et l'insécurité alimentaire s'aggraver au cours des prochains mois. La Directrice exécutive de l'UNICEF rappelle que « les parties au conflit ont l'obligation de protéger les enfants et de mettre fin aux attaques contre les civils et les infrastructures civiles, notamment les installations de soins de santé et d'approvisionnement en eau ». « Plus que tout, les enfants de la région et leurs familles ont besoin d'une cessation immédiate des hostilités afin qu'ils puissent obtenir en toute sécurité des services vitaux et commencer à reconstruire leur vie », a-t-elle conclu.

Fatimata COMPAORÉ

MALI

L'ONU appelle à des scrutins libres et équitables sans les putschistes

Les 15 pays du Conseil de sécurité de l'ONU ont appelé lundi à la tenue d'élections libres et équitables au Mali, sans la participation de des dirigeants de la transition.



Une large majorité des 15 pays du Conseil de sécurité de l'ONU a appelé à des élections libres et équitables au Mali.



Assimi Goïta, a désigné les membres de son gouvernement dans lequel plusieurs ministères clés comme la Défense, la Sécurité et la Réconciliation nationale reviennent à des militaires.

Après le second coup de force dirigé par le colonel Assimi Goita ,un nouveau gouvernement a été mis en avec des personnalités de l'armée dans des rôles clés. Sous la pression de la communauté internationale et de la CEDEAO , la junte au pouvoir est engagée dans une course contre la montre. «La priorité absolue doit être l'organisation de l'élection présidentielle du 27 février 2022», a déclaré à l'AFP , l'ambassadeur de France Nicolas de Rivière, ajoutant que les auteurs du coup d'État ne devraient jouer aucun rôle.« Il est essentiel que les élections de février 2022 soient libres et équitables et soient administrées par des autorités électorales compétentes et impartiales, en utilisant des processus transparents », a ajouté l'ambassadeur adjoint des États-Unis à l'ONU Jeffrey DeLaurentis, un point de vue soutenu par le Mexique, la Norvège, l'Irlande et le Niger.

Bien que la France ait annoncé la semaine dernière son intention de fermer Barkhane, De Rivière a déclaré à l'AFP qu'elle maintiendrait une «présence militaire importante» dans la région. Plusieurs membres du Conseil de sécurité ont soutenu une prolongation d'un an de la MINUSMA, la mission de stabilisation des Nations Unies au Mali dont le mandat expire le 30 juin,

La suite à la page 8

ZIMBABWE

La suite de la page 7

sans aucun changement dans les effectifs actuel. La Chine et le Vietnam se sont déclarés favorables au «maintien du plafond» des militaires et policiers autorisés à environ 15 000. Toutefois , la France a indiqué qu'une augmentation devrait être demandée, déplorant le fait qu'il n'y ait que 2 000 casques bleus dans le centre du Mali, bastion des militants islamistes, avec «trois hélicoptères disponibles toutes les deux semaines». «Nous réitérons qu'il est important de maintenir une ligne claire entre le contre-terrorisme et le maintien de la paix pour protéger l'impartialité et le personnel de l'ONU», a déclaré l'ambassadeur américain. La Russie a déclaré qu'elle était «irresponsable» après l'annonce du retrait de Barkhane et la fin des opérations militaires conjointes entre les deux nations pour abandonner le Mali à son sort. «Les enjeux sont trop importants pour la sécurité du Mali et de toute sa région», a déclaré l'ambassadrice adjointe de Russie à l'ONU Anna Evstigneeva.

K.Fiakofi

Le taux d'insécurité alimentaire tombe à 27% après une récolte exceptionnelle, selon le gouvernement



Le point de la situation alimentaire a été fait par la ministre de l'information Monica Mutsvangwa qui se dit satisfaite

Le taux d'insécurité alimentaire au Zimbabwe est tombé à 27% cette année, contre 56% l'an dernier, grâce à des récoltes exceptionnelles, a salué mardi la ministre de l'Information Monica Mutsvangwa.

Ce taux se traduit par quelque 2,9 millions de ruraux ayant besoin de 262.856 tonnes de céréales, a-t-elle dit à l'issue du conseil des ministres, s'appuyant sur un rapport d'évaluation des moyens de subsistance des ruraux établi par la Commission d'évaluation de la vulnérabilité du Zimbabwe (ZIMVAC). Selon Xinhua, cette chute drastique reflète les efforts déterminés du gouvernement pour lutter contre la faim et assurer une économie d'excédents alimentaires. Le Zimbabwe prévoit de produire environ 2,8 millions de tonnes de maïs cette année, une production qui serait un record en plus d'une décennie, pour une consommation nationale annuelle de 1,8 million de tonnes. «Un mouvement ciblé

La suite à la page 9

ZIMBABWE

La suite de la page 8



La réduction de la prévalence de l'insécurité alimentaire de 56 pour cent l'année précédente à 27 pour cent cette année.

de transfert de nourriture depuis les zones excédentaires vers les zones vulnérables va être entrepris car le pays prévoit 828.263 tonnes d'excédents céréaliers, selon le rapport d'évaluation des récoltes du deuxième cycle de 2021», a indiqué la ministre.

La nutrition s'est également améliorée dans tout le pays, avec 99% des personnes ne souffrant pas d'insuffisance alimentaire, a noté Monica Mutsvangwa, cité par ZIMVAC, . Le gouvernement est par ailleurs prêt à apporter le soutien nécessaire aux populations qui pourraient souffrir d'insuffisance alimentaire, a-t-elle précisé. «Les partenaires de développement et les organismes donateurs sont encouragés à s'approvisionner en denrées alimentaires sur le marché intérieur, car les importations ne seront pas nécessaires», a ajouté la ministre. Il convient de noter la réduction de la prévalence de l'insécurité alimentaire de 56 pour cent l'année précédente à 27 pour cent cette année. Selon la ministre, cela reflète la capacité du gouvernement à réduire le problème de plus de 50 pour cent par rapport à la campagne précédente, d'où la bonne étape vers la réalisation de l'un des objectifs du pays dans la Stratégie nationale de développement (NDS1), notamment d'assurer une économie excédentaire alimentaire.

K.Fiakofi

RDC: Réduction de peine de 20 à 13 ans pour Vital Kamerhe , l'ex-principal allié de Tshisekedi

L'ancien directeur de cabinet du président de la République démocratique du Congo, Vital Kamerhe, a vu sa peine réduite de 20 à 13 ans de travaux forcés, lors de son procès en appel, mardi 15 juin 2021. Il est accusé d'avoir détourné des fonds alloués à la construction de logements sociaux.

La peine de Vital Kamerhe, condamné pour corruption après avoir été le principal allié de l'actuel président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a été réduite de 20 à 13 ans de prison par la cour d'appel de Kinshasa-Gombe, mardi 15 juin, a affirmé à l'AFP son avocat, Me Jean-Marie

La suite à la page 10

RDC

La suite de la page 9



La réduction de la prévalence de l'insécurité alimentaire de 56 pour cent l'année précédente à 27 pour cent cette année.

Kabengela. M. Kamerhe a été reconnu coupable de détournement de 48 831 millions de dollars de fonds alloués à la construction de 1 500 logements sociaux dans le cadre du programme dit des «100 jours» annoncé par le président de la République Félix Tshisekedi après son investiture le 24 janvier 2019, avec son principal co-accusé, un entrepreneur libanais, Jammal Samih.

Selon Le Monde qui rapporte l'information, en plus de sa peine de prison de 13 ans, il a été décidé par les juges du payement de dizaines de millions de dollars de dommages et intérêts aux parties civiles, de la restitution de plus de 50 millions de dollars détournés, ainsi que de la saisie des biens et fonds logés en banque que ce soit pour Kamerhe, son épouse et ses deux belles-filles.

Quant à Samih Jammal, l'homme d'affaires libanais, patron des entreprises Samibo Congo et Husmal qui avait obtenu les marchés de gré à gré des maisons préfabriquées, il a vu sa peine réduite de vingt ans à six ans de travaux forcés. Jeannot Muhima, le chargé d'import et export à la présidence, voit également sa peine réduite, de trois ans à un an de prison, a indiqué RFI.fr

Verdict qualifié de machination politique

« Nous ne sommes pas d'accord avec cette décision, notre client ne mérite aucune peine. Nous allons après concertations avec lui, savoir quelle voie emprunter. », a déclaré Jean-Marie Kabengele, l'avocat de vital Kamerhe.

Billy Kambale, secrétaire général du parti de Vital Kamerhe, l'UNC parle de jugement « bidon ». « Ce jugement ne nous est absolument pas opposable. C'est une machination politique qui ne passera jamais. Ceci confirme ce que nous disions dès le départ, c'était un complot politique. Et des individus au lieu de gérer la République passent leur temps à régler des comptes au leader le plus représentatif de la République. La direction politique nationale de mon parti va se réunir et va lever les options parce qu'ils doivent savoir que l'UNC va leur barrer la route. », a t'il fustigé selon RFI.fr

A noter que La police a dispersé dans la nuit du mardi 15 juin, des militants qui étaient rassemblés près du quartier général de l'UNC à Kinshasa pour protester contre ce jugement

Roseline BADO

EGYPTE

La BAD débourse 83 millions d'euros pour soutenir le secteur d'électricité

Le conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé un prêt de 83 millions d'euros pour le financement de la deuxième phase du programme égyptien de soutien à l'électricité et à la croissance verte (EGGSP II).



"l'EGGSP contribuera à une croissance durable et à la création d'emplois"

Dans un communiqué rendu public le mercredi 16 juin 2021, la BAD a indiqué que ce financement fait partie de l'appui budgétaire de la Banque au gouvernement égyptien pour le renforcement de son infrastructure électrique, afin de renforcer le secteur privé et accélérer la reprise après la crise de Covid-19, selon ivoireco.com

Pour la ministre égyptienne de la Coopération internationale, Rania Al Mashat, « la Vision 2030 de l'Égypte inculque l'éthique de la durabilité dans tous les secteurs. L'énergie et l'électricité sont parmi les principaux secteurs du portefeuille de la Coopération internationale pour le développement de l'Égypte, poussant vers une réforme verte », a-t-elle déclaré selon notre source. Et d'ajouter que « 2021 étant l'année de l'engagement du secteur privé, l'EGGSP contribuera à une croissance durable et à la création d'emplois et catalysera le développement des entités privées égyptiennes ». De son côté, la directrice générale adjointe de la Banque pour la région Afrique du Nord, Malinne Blomberg, a souligné que la Banque africaine de développement continue de s'engager activement avec le gouvernement égyptien et les entreprises du secteur privé pour soutenir le plan de développement à moyen terme et les réformes économiques du pays.

En rappel, l'EGGSP vise à améliorer la viabilité financière, la gouvernance et les opérations du secteur de l'électricité. Il augmentera la fourniture d'énergie propre et fiable pour stimuler la croissance verte. A noter qu'en plus de la Banque africaine de développement, l'Agence française de développement et l'Agence japonaise de coopération internationale ont également apporté un soutien financier à l'EGGSP.

Roseline BADO

AFRIQUE DU SUD

Il y a 45 ans, les étudiants de Soweto entamaient une vive protestation

Le 16 juin 1976, des milliers d'étudiants noirs du township de Soweto, à Johannesburg, ont manifesté contre l'imposition de l'afrikaans, langue néerlandaise, dans les écoles. La répression a été meurtrière. 45 ans après, ces étudiants à l'époque dressent un bilan amer.



Le président Cyril Ramaphosa promet des emplois à la jeunesse de son pays

16 juin 1976-16 juin 2021, cela fait 45 ans que le soulèvement des étudiants noirs du township de Soweto, à Johannesburg, contre l'imposition de l'afrikaans, langue néerlandaise, dans les écoles a eu lieu. Une centaine d'étudiants, dont Hector Pieterson, âgé de 13 ans, ont alors été tués durant cette manifestation. À l'époque, Seth Mazibuko, le plus jeune leader de ce soulèvement, avait 16 ans. 45 ans après le bain de sang, il dresse un bilan amer des conditions des noirs dans le pays. «Oui, l'apartheid a disparu, ça, je peux le dire. Mais ce que faisait l'apartheid demeure. Le cadre juridique, administratif, législatif de l'apartheid, tout cela a disparu, mais dans la pratique, l'apartheid est toujours présent», dit-il, selon Africanews. Quant à Seth Mazibuko, il ne se sent pas libre. «Nous ne pouvons toujours pas respirer. Le genou de ce gouvernement post-apartheid est toujours sur notre cou. Nous voulons juste respirer, en tant que Noirs. Les Noirs ne comptent pas tant que ça dans ce pays pour l'instant», a-t-il avancé, selon la même source.

Niveau record de taux de chômage

Si les autorités actuelles clament des jours meilleurs qu'en 1976, elles ont tout de même reconnu que l'avenir n'est radieux pour la jeunesse, 27 ans après la fin de l'apartheid. En témoigne le taux record de chômage (64%) dans le pays. Face à cette situation, le président Cyril Ramaphosa a récemment promis que son gouvernement lancerait diverses initiatives pour soutenir les entreprises appartenant à des jeunes, développer leurs compétences dans divers secteurs et créer des opportunités d'emploi. Mais pour l'instant, la jeunesse sud-africaine se sent délaissée par le gouvernement et espère de lendemain meilleurs avec des opportunités d'emplois.

Par ailleurs, il est commémoré chaque 16 juin, la journée de l'Enfant africain, en mémoire des étudiants tués à Soweto.

Line Rose



Hector Pieterson âgé de 13 ans(dans les bras d'un étudiant plus âgé), tué lors de la manifestation

TUNISIE

Le gouvernement annonce l'ouverture d'une enquête sur une «tentative d'assassinat» visant le président Saïed

Le ministère tunisien de la Justice a annoncé dans un communiqué le jeudi 17 juin, l'ouverture d'une enquête sur la tentative d'assassinat du président du pays, Kaïs Saïed, deux jours après que le président tunisien ait fait allusion à la planification d'une tentative d'assassinat le visant personnellement.



Photo d'illustration du président tunisien Kaïs Saïed

Selon l'Agence Anadolu, le communiqué précise que «le Ministre de la Justice a autorisé le parquet, représenté par le Procureur de la République près la Cour d'Appel de Tunis, de mener les recherches et investigations nécessaires sur ce qui circule à propos de l'éventuelle tentative d'assassinat du Président de la République», sans fournir de plus amples détails.

En effet, le président Saïed a déclaré, mardi 15 juin, lors d'une réunion avec des anciens chefs de gouvernements du pays, que «le dialogue ne doit pas être une aubaine pour conclure des marchés avec des parties à l'intérieur ou à l'extérieur du pays».

«Celui qui veut le dialogue ne se rend pas secrètement à l'étranger cherchant tous moyen pour la destitution du Président de la République, même par assassinat», a ajouté Saïed, selon notre source.

Face à la gravité de sa déclaration, le président tunisien a préféré taire les noms de personnes ou d'entités impliquées dans ladite tentative d'assassinat. Néanmoins, ses propos ont suscité une grande clameur à la lumière de la polarisation politique qui sévit dans le pays.

Tentative d'assassinat

En janvier dernier, la présidence tunisienne avait annoncé que le président Saïed a fait l'objet d'une tentative d'assassinat avec une enveloppe empoisonnée envoyée au palais de Carthage, selon l'Agence Anadolu qui cite "Mosaïque FM".

La même source avait indiqué que «l'enveloppe suspecte» était bel et bien adressée au président de la République Kaïs Saïed, et que la cheffe du cabinet présidentiel, Nadia Akacha, avait perdu subitement la vue, de manière quasi totale, et s'est évanouie, à l'ouverture du courrier en question.

La suite à la page 14

CENTRAFRIQUE

La suite de la page 13



Photo d'illustration de Hichem Mechichi, chef du gouvernement et le Président tunisien Saïed

Plus tard, le ministère public avait déclaré dans un communiqué que l›enveloppe suspecte a été soumise à des tests techniques de manière scientifique. Il s›est avéré qu›elle ne contenait aucun produit toxique, narcotique, dangereux ou explosif suspect.

Le pays traverse une crise politique

La Tunisie traverse une crise politique en raison des désaccords entre Saïed et le chef du gouvernement Hichem Mechichi suite au remaniement ministériel annoncé par ce dernier le 16 janvier, a indiqué l'Agence Anadolu.

Malgré l'approbation du parlement, Saïed refused d'inviter les nouveaux ministres à prêter le serment constitutionnel au Palais de Carthage, estimant que l'amendement était entaché de «violations». Des propos qui ont été rejetés en bloc par Mechichi.

Lucien DAKISSAGA (Stagiaire)

Les mercenaires russes accusés d'atrocités sur les civils pour le contrôle des ressources minières



Les enquêtes menées par CNN et The Sentry ont permis de rassembler des preuves et témoignages sur plusieurs cas de violations de droits humains

Selon l'agence Ecofin, CNN et l'ONG The Sentry ont publié le 14 juin, un rapport alarmant, dénonçant les atrocités commises en Centrafrique par les mercenaires russes, pour contrôler les mines d'or et de diamants et renforcer l'influence de Moscou sur le continent.

Le rapport fait état «de massacres, d'exécutions extrajudiciaires, de cas de torture, de pillage, d'enlèvements pour rançon, d'incendies de villages et de viols collectifs » perpétrés par le groupe Wagner, une société militaire russe ayant des liens avec le Kremlin, en alliance avec des forces armées loyales au président centrafricain Faustin-Archange Touadéra, a indiqué Ecofin.

Les enquêtes menées par CNN et The Sentry leur ont permis de rassembler des preuves et témoignages sur plusieurs cas de violations de droits humains, dont sont victimes les civils centrafricains qui se retrouvent au milieu de la lutte entre les forces armées nationales soutenues par les mercenaires russes et les rebelles connus sous le nom de Seleka.

Le nouveau rapport publié par CNN et The Sentry dénonce une croissance de la présence de militaires russes

La suite à la page 15

CENTRAFRIQUE

La suite de la page 14





En 2017, le nombre de formateurs russes pour l'armée centrafricaine était de 170, en 2021, il s'élève à 2300

en Centrafrique. La plupart des mercenaires sont présentés comme des formateurs venus de Russie pour entraîner l'armée locale. Selon les auteurs du rapport, cette croissance sert des objectifs multiples, y compris le contrôle des zones riches en minéraux.

En 2020, le gouvernement aurait révoqué la licence d'une société canadienne dans cette zone, et l'aurait accordé à une société du nom de Midas Resources répertoriée comme une entité russe, ont rapporté CNN et The Sentry.

Pour John Prendergast, cofondateur de Sentry, cité par notre source, "il s'agit véritablement d'une machine à piller et à tuer servant les intérêts du président de la République centrafricaine et de ses alliés étrangers, en particulier l'armée privée connue sous le nom de Groupe Wagner qui possède des liens avec le Kremlin et qui s'approprie les réserves d'or, de diamants et d'autres minéraux du pays". "Ce nouveau mode de pillage très lucratif constitue une menace grandissante, semant la mort et la dévastation, et mettant en danger la paix et la sécurité non seulement en République centrafricaine,(...), des mesures urgentes sont requises de la part de la communauté internationale », a-t-il ajouté.



"il s'agit d'une machine à piller et à tuer servant les intérêts du président et de ses alliés étrangers", a déclaré John Prendergast

Face à l'urgence de la situation, l'heure ne devrait normalement plus être aux dénonciations, aux expressions d'inquiétudes, ou aux recommandations, selon le rapport, mais plutôt à une prise de conscience de la gravité des incidents en RCA. Il faut que la communauté internationale agisse, pour mettre fin à ces cas de violations des droits humains, dont plusieurs pays africains riches en ressources minérales font l'objet, a ajouté notre source. Plusieurs ONG ont par le passé dénoncé comment des conflits sont entretenus sur des années en Afrique centrale (RDC, Rwanda, Ouganda, Burundi) avec pour but le pillage des ressources minérales.

Leylatou TIENDREBEOGO

BURKINA FASO

Dialogue politique
Majorité et opposition veulent s'accorder les violons

Comme annoncé en conseil de ministres du 9 juin dernier 2021, les représentants de la majorité présidentielle et ceux de l'opposition se sont rencontrés ce jeudi 17 juin 2021 à Ouagadougou. Présidée par le chef de l'Etat Rock Kaboré, cette rencontre vise entre autres à passer en revue tous les sujets d'intérêt national.



Durant trois jours, les acteurs politiques burkinabè réfléchiront sur les grandes questions de portée nationale

Pendant 72 heures, la majorité présidentielle et l'opposition politique vont discuter des grandes questions sur la vie de la Nation. Parmi les sujets inscrits à l'ordre du jour, il y a la situation sécuritaire du pays, la relecture à minima du code électoral, la loi sur le quota genre, le projet de relecture du Code général des Collectivités territoriales (CGCT), et enfin le projet de redécoupage du territoire. A cette rencontre, il y avait la présence remarquable des leaders des deux bords. Mais pourquoi un tel dialogue? Pour le président Kaboré, «ce dialogue politique obéit à notre commune volonté de consolider en permanence un consensus national fort sur les questions politiques préoccupantes, en vue de renforcer la cohésion des Burkinabè ». Le pays des Hommes intègres est durement touché par une crise sécuritaire. De ce fait, les acteurs politiques ont décidé de s'accorder les violons pour proscrire tout avènement de crise politique. Cette façon de faire leur a valu des lauriers de la part du premier responsable du pays. «Je salue la maturité de la classe politique burkinabè dont les contributions aux précédentes sessions du dialogue politique ont permis l'organisation d'élections sereines en dépit du contexte difficile». Selon de sources concordantes, les résultats issus de ces travaux feront l'objet de rapport qui sera remis à qui de droit. Par ailleurs, les décisions consensuelles de ce dialogue pourraient être mises en œuvre.

Ce type de cadre d'expression entre acteurs politiques burkinabè existe depuis fort longtemps l'objectif principal affiché est de travailler à résoudre par anticipation toute crise socio-politique

Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)

BURKINA FASO

Répression des crimes économiques : Le directeur de cabinet du président Kaboré attendu devant les juges

Selon Radio Oméga qui cite des «sources judiciaires bien placées», Seydou Zagré est convoqué dans les prochains jours devant le pool judiciaire économique. L'homme dont il s'agit ici est l'actuel directeur de cabinet du président du Faso, Roch Kaboré.



Seydou Zagré alors maire de la ville de Koudougou avait été révoqué en 2012 suite à une d'expropriation de terre

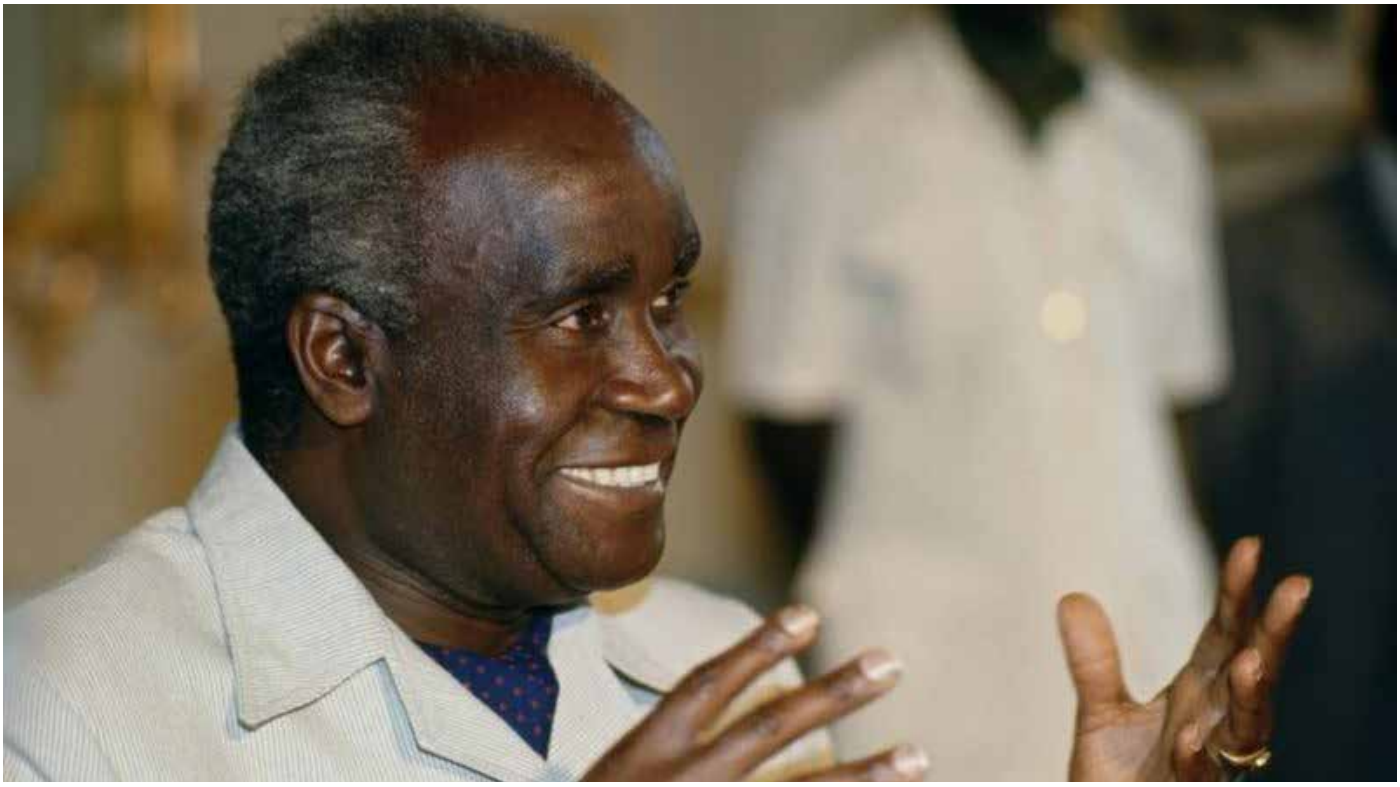
Pour l'heure, l'on ne sait pas trop ce qui lui semble être reproché. Ce que l'on peut dire sans risque de se tromper, c'est que la juridiction qui le convoque, c'est à dire le pool judiciaire économique et financier, est spécialisé dans la répression des crimes économiques tels que le blanchiment de capitaux, l'enrichissement illicite, le délit d'apparence. Si cette convocation s'avérait, il faut le rappeler, le mis en cause n'en est pas à ses premiers déboires judiciaires. A en croire nos confrères de LeFaso.net, en 2012 déjà Seydou Zagré faisait l'objet d'une révocation en conseil de ministres, de son poste de maire de Koudougou. Cette révocation faisait suite au tollé qu'avait suscité ce qui était convenu d'appeler «Affaire verger Wendyam Yaméogo de Koudougou».

Cependant, il faut se garder d'aller vite en besogne car même si cette information se confirmait, l'on en est qu'au stade de convocation d'abord. Pourtant en matière judiciaire, la présomption d'innocence est reconnue à l'accusé tout au long du procès. On en saura certainement davantage dans les jours à venir

Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)

ZAMBIE

Décès de l'ancien président Kenneth Kaunda Retour sur le parcours politique du père de la nation zambienne



Kenneth Kaunda , qui est devenu l'un des plus anciens hommes d'État d'Afrique, est décédé jeudi d'une pneumonie, à l'âge de 97 ans

L'ancien président de la République de Zambie, Kenneth Kaunda, père de l'indépendance de l'ancien protectorat britannique qui a dirigé pendant 27 ans, est mort jeudi à 97 ans, a annoncé le gouvernement dans un communiqué.

Il est «mort paisiblement» à 14H30 (12H30 GMT) à l'hôpital, a déclaré le secrétaire du gouvernement, Simon Miti, à la télévision nationale. Un deuil national de 21 jours a été décrété. L'ancien chef de l'État, surnommé «KK», avait été hospitalisé lundi dans un hôpital militaire de la capitale Lusaka, pour une pneumonie. L'actuel président, Edgar Lungu, a exprimé sa «grande tristesse» dans un message publié sur Facebook. «Vous êtes parti à un moment auquel nous nous attendions le moins, mais nous sommes réconfortés que vous soyez maintenant avec Notre Père, Dieu Tout-Puissant dans les cieux», a déclaré le président Edgar Chagwa Lungu sur les réseaux sociaux.

Le portrait de l'illustre disparu

Kenneth Kaunda est né le 28 avril 1924 à Lubwa, Chinsali en Rhodésie du Nord actuelle Zambie.Kaunda est le fils d'un pasteur émigré du Malawi. En tant que fils de pasteur, il est aussi l'un des rares noirs à bénéficier d'une éducation scolaire, car à l'époque toutes les écoles étaient dirigées par les missionnaires, l'administration coloniale ne voulant pas développer l'instruction publique.En

La suite à la page 19

ZAMBIE

La suite de la page 18

Rhodésie du Nord, colonie d'exploitation britannique, Kaunda est très vite confronté à la ségrégation raciale en étant ainsi plusieurs fois expulsé de lieux réservés aux blancs, notamment d'une bibliothèque. Il devient enseignant et exerce cette profession jusqu'en 1947. Il part ensuite pour la « Ceinture de cuivre », puis en Rhodésie du Sud, et exerce différents métiers. Engagé contre les discriminations raciales, Kenneth est emprisonné et astreint aux travaux forcés en 1955 pour avoir distribué des tracts jugés subversifs par les autorités coloniales. Faisant partie de l'élite dans son pays, Kaunda forme l'UNIP (United Party for Independence) au début des années 1960. Il attira vite l'attention en étant le seul politicien noir de Rhodésie du Nord croyant en son unité et parce qu'il est un disciple de Gandhi, appelant à la désobéissance civile et rejetant la lutte armée. Sans attache clanique, il parvient à rassembler les différentes ethnies de Rhodésie du Nord afin de lutter contre la discrimination raciale et l'exploitation des ressources naturelles (cuivre notamment) par les Britanniques.



Il est devenu le premier Premier ministre de la Rhodésie du Nord nouvellement créée

Parcours politique

Alors qu'il avait commencé comme un leader populaire, il a été critiqué pour être devenu plus autoritaire lorsqu'il a interdit tous les partis d'opposition. Cependant, il a par la suite amendé la Constitution pour mettre fin à la politique à parti unique et a ramené le pays à un État multipartite.Il a ensuite appelé à des élections en 1991, qu'il a perdues contre Frederick Chiluba, mettant ainsi fin au règne de Kaunda. Il a tenté à nouveau de briguer la présidence en 1996, cinq ans après avoir quitté ses fonctions, mais son ambition a été contrecarrée lorsque le gouvernement Chiluba a amendé la Constitution, introduisant des conditions plus strictes pour se qualifier comme candidat.La loi d'amendement n° 18 de 1996 de la Constitution zambienne, à l'article 34(3)(b), stipule que « Une personne est qualifiée pour être candidate à l'élection présidentielle si ses deux parents sont Zambiens de naissance ou d'ascendance « . Après une tentative avortée de reprendre ses fonctions politiques, Kaunda s'est profondément impliquée dans la lutte contre le VIH en Zambie et dans toute l'Afrique. La maladie a emporté l'un de ses fils.Beaucoup blâment les politiques économiques étatiques d'inspiration maoïste introduites par Kaunda pour le manque de développement de la Zambie sous son règne. Le pays souffre désormais d' un lourd fardeau de la dette et d'autres problèmes économiques graves.

K.Fiakofi

ALGERIE

L'Algérie renvoie à la France de milliers de tonnes de blé impropre à la consommation



Des animaux en état de décomposition ont été retrouvés dans deux lots distincts de la cargaison de blé

Alger a rejeté une cargaison de 27.000 tonnes de blé meunier jugé impropre à la consommation suite à la découverte de deux animaux morts dans les lots.

Le ministre algérien de l'Agriculture, Abdelhamid Hamdani, a indiqué lors d'une conférence de presse tenue le jeudi 17 juin 2021, que c'est la semaine dernière que les animaux en état de décomposition ont été retrouvés dans deux lots distincts de la cargaison.

Selon La Nouvelle Tribune, suite à cette découverte, le ministre a demandé une indemnisation pour la cargaison impropre, qui doit être renvoyée en France et a aussi rassuré que les autorités travaillent d'arrache-pied pour identifier de probables anomalies dans les prochaines livraisons, a indiqué notre source.

En dehors du problème sanitaire, les mesures strictes ont été appliquées probablement en raison du type de l'animal, le porc, dont la consommation est strictement interdite dans le monde musulman. La semaine dernière, l'Algérie avait également rejeté une cargaison de 33.000 tonnes de blé dur canadien pour non-conformité aux spécifications, a rapporté le média local Ennahar, cité par La Nouvelle Tribune. A noter que suite à cet incident, le fournisseur de la marchandise a été classé sur la liste noire des opérateurs économiques de l'Algérie qui est l'un des plus gros importateurs de blé.

Roseline BADO

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Nigeria : 3 soldats tués dans une attaque terroriste de "Boko Haram"



Selon l'Agence Anadolu (AA), trois soldats nigérians ont été tués dans une attaque du groupe terroriste «Boko Haram», le mercredi 16 juin, contre une base militaire dans le nord-est du pays. Selon les médias locaux, cité par AA, un responsable militaire, ayant demandé à garder l'anonymat, a expliqué que les terroristes ont ciblé la base avec des cocktails Molotov et des tirs d'armes, tuant 3 soldats. Un incendie a par ailleurs endommagé la base militaire. Il a souligné qu'après l'attaque terroriste, l'armée a lancé une opération militaire contre le groupe terroriste, éliminant ainsi 7 d'entre eux. En rappel, «Boko Haram» est une organisation terroriste, qui appelle à l'application stricte de la loi islamique dans tous les États.

Nigeria : MTN signe un accord de partenariat avec CarePay pour développer la couverture santé dans le pays



L'opérateur de téléphonie mobile MTN Nigeria et la fintech spécialisée dans la santé CarePay ont annoncé, mardi 15 juin, la signature d'un accord de partenariat pour développer conjointement la couverture santé dans le pays, a indiqué l'agence Ecofin. Les deux parties ont annoncé la collaboration avec des assureurs-maladie agréés et des prestataires de soins de santé, au cours des prochaines semaines, pour déployer divers régimes d'assurance maladie, accessible via le web et l'application CarePay. La collaboration entre MTN Nigeria et CarePay intervient deux mois après que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déploré de graves inégalités dans l'accès aux soins de santé au Nigeria.

En Mauritanie, R-Logistic s'inscrit au coeur du projet gazier Grand Tortue Ahmeyin



Née tout juste en 2020, l'agence mauritanienne de R-Logistic (une entité de R-Logitech, filiale de Monaco Resources Group) s'est vite imposée comme un acteur dynamique, dans les segments de la manutention portuaire, de la consignation maritime et du dédouanement des marchandises, à destination des acteurs du Oil and Gas, des mines, et du secteur des opérations spéciales, a indiqué l'agence Ecofin. Pour le projet gazier Grand Tortue Ahmeyin (au large de la Mauritanie et du Sénégal), elle a déjà géré le transit des importations de son client, la consignation d'une quarantaine d'escales. R-Logistic Mauritanie devrait également proposer des solutions de transport entre le port et la zone d'entreposage.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Le Malawi exportera 250 000 tonnes de pois d'Angole vers l'Inde sur les 5 prochaines années



Au Malawi, une nouvelle opportunité commerciale s'offre à la filière pois d'Angole. Le ministre du Commerce, Sosten Gwengwe, a signé, le mercredi 16 juin dernier avec le Haut-commissaire de l'Inde, Shri Gopalakrishnan, un mémorandum d'entente (MoU) visant à promouvoir le commerce de la graine entre les deux pays, a rapporté l'agence Ecofin. Cet accord permettra au Malawi d'exporter entre 2021 et 2026, 50 000 tonnes de pois d'Angole par an, soit un total de 250 000 tonnes sur ladite période. Selon les termes du protocole, le volume annuel pourra être revu, en fonction de la performance de l'appareil de production malawite, a ajouté notre source. Pour rappel, le Malawi est le premier producteur africain de pois d'Angole avec une récolte annuelle de 450 000 tonnes.

Maroc: Mobilisation des industriels pour apporter un millions de cartables



Au Maroc, l'opération « Un million de cartables » va mobiliser, pour la seconde année consécutive, les industriels nationaux par une commission de sélection, dont 31 offres ont déjà été reçues lors de la consultation publique, a indiqué L'Economiste. Dans ce lot, 21 offres ont été jugées conformes aux critères fixés par la commission, contre 4 entreprises qui ont été retenues l'année dernière sur les 9 ayant présenté une offre. Selon notre source, cette opération vise à encourager l'industrie locale et le "Made in Morocco". Cette initiative a été lancée par le ministère de l'Industrie en mai dernier auprès de cinq associations professionnelles (Association marocaine des industries du textile et de l'habillement, Fédération marocaine des industries du cuir, Association marocaine de la plasturgie, Association des libraires du Maroc et Association des fabricants de cartables).

Maroc: 3000 migrants encore à Sebta, un mois après la crise



Un mois après la vague migratoire inédite dans l'enclave espagnole de Sebta, 3000 personnes "en situation irrégulière" sont encore sur place, ont indiqué les autorités locales, le vendredi 17 juin, selon TELQUEL. Juan Vivas, chef du gouvernement local de Sebta, cité par notre source, a déclaré, lors d'une conférence de presse, que 3000 personnes, adultes et mineures, sont restées à Ceuta sur les 12.000 entrées de façon irrégulière dans la ville les 17-18 mai et 830 mineurs sont toujours dans l'enclave espagnole.La préfecture de Sebta estime, à environ 11.000 le nombre de migrants, quasi exclusivement marocains, entrés mi-mai dans la ville. Selon toujours notre source, la majorité de ces migrants a été refoulée très rapidement.

Botswana: 250 millions de dollars, prêtés par la Banque mondiale



La Banque mondiale a approuvé vendredi 17 juin, un crédit de 250 millions de

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

dollars (2,6 milliards de pesos) au Botswana à titre de prêt de politique de développement de la résilience économique programmatique et de la relance verte (DPL), a indiqué le Sunday Standard. Les fonds seront utilisés pour accélérer les réformes économiques clés et soutenir la mise en œuvre du plan de redressement et de transformation économiques du Botswana (ERTP), qui a été conçu pour renforcer l'allégement de la pandémie de COVID-19 tout en renforçant la résilience aux chocs futurs. La banque a révélé que le prêt est la toute première opération d'appui budgétaire de la Banque mondiale au Botswana et la première de deux opérations prévues.

Botswana: Banquier et mineur injectent 200 millions de pesos dans l'économie



La semaine dernière, la Banque Gaborone a lancé son partenariat de politique d'autonomisation économique des citoyens (CEEP) avec Debswana à Thapama, Francistown, où elle a promis 200 millions de pesos pour l'initiative, a indiqué le Sunday Standard. L'objectif de cette initiative conjointe est d'aider les fournisseurs citoyens avec des financements, de les encadrer afin qu'ils contribuent de manière significative à la dynamique de diversification économique du Botswana et de créer des moyens de subsistance alternatifs à l'exploitation minière. Selon notre source, l'argent investi par la banque devrait également protéger les bénéficiaires contre les défis économiques posés par la pandémie de Covid 19.

Botswana:Signature d'un accord sur les vaccins avec Moderna



Les autorités botswanaises ont annoncé avoir conclu un accord avec Moderna pour la fourniture de vaccins COVID-19, avec une autorisation de l'Autorité de réglementation des médicaments du Botswana (BOMRA) d'utilisation d'urgence pour le vaccin COVID-19 Moderna, a indiqué la firme pharmaceutique, cité par The Botswana Gazette. La société pharmaceutique américaine a annoncé le 3 juin 2021 qu'elle soutiendrait les efforts en cours du gouvernement pour sécuriser l'accès aux vaccins COVID-19, a ajouté notre source. L'accord d'approvisionnement est considéré comme l'un des premiers que Moderna a conclu avec un pays africain, car la majeure partie de sa distribution a été destinée au marché américain.

Zimbabwe: La police s'attaque aux vols à main armée



Le commissaire général de police Godwin Matanga, cité par Nehanda radio, a demandé à tous ses commandants provinciaux de déployer des unités spéciales dans les points chauds des vols afin de lutter contre l'augmentation des cas de vols à main armée. Il a également demandé à la police d'intensifier les patrouilles d'arrêt et les barrages routiers pour prévenir le crime et débusquer les armes détenues illégalement. Au cours des deux derniers mois, Bulawayo a enregistré une série de vols à main armée où des assaillants ont abattu des victimes. Une femme est décédée dans l'un des incidents, a précisé notre source.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Ile Maurice: Présentation de la carte de vaccination à partir du 21 juin, Nando demande une extension



La présentation de la carte de vaccination, principalement pour le secteur de la santé et de l'éducation, va entrer en vigueur, à partir du lundi 21 juin 2021, a indiqué Le Mauricien. L'ancien ministre des Affaires étrangères et opposant, Nando Bodha, cité par notre source, a, quant à lui, demandé au gouvernement de repousser cette date, afin de permettre à plus de personnes de se faire vacciner. Pour lui, bon nombre de Mauriciens se demandent si la présentation de la carte de vaccination concerne la première dose uniquement.

Tunisie: Dix ans de prison à l'encontre d'un cadre de la douane



La chambre criminelle des affaires de corruption financière auprès du Tribunal de première instance de Tunis a condamné, le 17 juin 2021, un cadre de la douane à 10 ans de prison et à payer une amende d'une valeur de 466 mille dinars, a rapporté Mosaïque FM. La chambre a condamné, dans la même affaire, une femme à huit ans de prison ferme pour complicité. Le cadre douanier a été accusé d'avoir reçu un pot de vin de la part de la femme en question en contre partie de lui accorder des facilités illégales dans un dossier de la direction de l'enquête douanière, a précisé notre source.

RDC : Décès de la comédienne "maman Shako"



La comédienne Jackie Shako Diala Anahengo, dite « Maman Shako » est décédée, le mardi 15 juin 2021, à l'âge de 62 ans, à la suite d'une intervention chirurgicale pour lui ôter des myomes, ont rapporté des sources concordantes. Grande figure du théâtre populaire congolais, Maman Shako totalise presque 50 ans de carrière, notamment dans la comédie populaire et les séries télévisées depuis 1972, a précisé Digital Congo. En tant qu'ancienne de la troupe Salongo du Télé- Zaïre (l'actuelle Radiotélévision nationale congolaise « RTNC »), elle a cotoyé de grands artistes comme Sans Souci, Mabele, Ebale Mbonge, Bipendo, Kwedi, Masumu Debrindet, a indiqué Digital Congo. Après Salongo, elle a crée sa propre troupe théâtrale dénommé ''Académie des stars Ebale'', et collaborait avec d'autres troupes du théâtre populaire et même du classique comme l'Ecurie Maloba. Elle est partie, laissant dans le désarroi le théâtre congolais et un enfant, son unique fille.

RDC/Haut-Katanga : Près de 110 000 personnes atteintes du SIDA



La province du Haut-Katanga compte près de cent dix mille personnes vivant avec le VIH/ SIDA, a déclaré, la représentante pays de l'ONU/SIDA, Susan Kasedde, cité par Radia Okapi, le mercredi 16 juin 2021, lors d'une visite à Lubumbashi. « Il y a, à peu près 110 000 personnes vivant avec le VIH ici dans le Haut-Katanga, ce qui veut dire alors que 20% de personnes vivant avec le VIH en RDC se trouvent dans cette province », a-t-elle déclaré selon notre source. A noter que cette visite de la représentante pays de l'ONU/SIDA, a été effectuée en marge de la retraite annuelle de l'ONU/ Sida RDC avec ses partenaires.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Le Soudan accueille la première turbine éolienne de son histoire



L' Agence Ecofin a rapporté que le Soudan a entrepris d'exploiter son potentiel éolien, pour diversifier son mix énergétique et réduire sa dépendance au fossile. Trois centrales d'une capacité combinée de 300 MW sont ainsi en développement et une étape importante pour leur mise en place vient d'être franchie. Selon notre source, la première centrale éolienne du Soudan vient de recevoir sa première turbine. Haute de 63m, l'infrastructure rejoindra le site où la construction doit commencer. Le projet a reçu le soutien financier du gouvernement soudanais, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et du PNUD, a-t-il expliqué. L'objectif du projet est de tirer parti de l'important potentiel éolien du pays pour améliorer l'accès à l'énergie. Aussi, la réalisation de cette infrastructure soutiendra les efforts du gouvernement et attirera des investissements dans les énergies renouvelables.

Rwanda : la prison à vie requise contre Paul Rusesabagina



Africanew, nous a rapporté que Paul Rusesabagina, autrefois loué pour avoir sauvé des centaines de Tutsis du génocide rwandais de 1994, en tant que directeur d'hôtel, fait face à des accusations liées à des attaques menées par un groupe armé à l'intérieur du Rwanda en 2018 et 2019. Les neuf chefs d'accusation comprennent entre autres, la «formation d'un groupe armé irrégulier», «l'appartenance à un groupe terroriste» et «financement de terrorisme». Les procureurs cherchent à le lier à des activités qui ont tué au moins neuf personnes et une peine de prison à vie, a été demandé, le jeudi 17 juin, pour Paul Rusesabagina, l'homme qui a inspiré le film «Hôtel Rwanda». Cependant, sa famille a affirmé qu'il fait face à des mauvais traitements et à un procès inéquitable, a ajouté notre source. L'affaire a retenu l'attention du monde entier.

Le président de l'UA pleure le décès du premier président zambien



Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, a présenté jeudi ses condoléances après le décès du premier président de la Zambie, Kenneth Kaunda.Il a fait part dans un communiqué de son «sentiment de perte indescriptible» à l'annonce de la disparition de celui qui fut «l'un des pères fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine» (OUA), l'ancêtre de l'UA.Lors de la célébration cette année de la Journée de l'Afrique, fêtée tous les 25 mai, l'UA avait rendu hommage à M. Kaunda, alors âgé de 97 ans, en lui attribuant un prix spécial pour son rôle et son énorme contribution à la libération de l'Afrique et de ses peuples.»L'Afrique a perdu l'un de ses meilleurs fils», a dit M. Faki. L'engagement de M. Kaunda au côté des Etats ligués contre l'apartheid et le régime de la minorité blanche en Afrique australe a jeté les bases de l'intégration régionale d'aujourd'hui, a souligné M. Mahamat.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Redacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Lucien DAKISSAGA
-Fatoumata COMPAORE
-Abdoul Karim TAPSOBA
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20

Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez le QNA dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money